

Cote du document: EB 2015/LOT/G.28  
Date: 30 novembre 2015  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, hébergeant le secrétariat du WOCAT, pour le Programme de reproduction à plus grande échelle des pratiques de gestion durable des terres adoptées par des petits exploitants: collaborer avec les services de vulgarisation agricole pour identifier, évaluer et diffuser ces pratiques

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Wafaa El-Khoury  
Spécialiste technique principal  
téléphone: +39 06 5459 2817  
courriel: w.elkhoury@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	i
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Reproduction à plus grande échelle des pratiques de gestion durable des terres adoptées par des petits exploitants: utiliser les services de vulgarisation agricole pour identifier, évaluer et diffuser ces pratiques	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1

## Sigles et acronymes

GDT	gestion durable des terres
UCP	Unité de coordination du projet
UNCCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
UNCP	Unité nationale de coordination du programme
WOCAT	Étude mondiale des approches et des technologies de conservation

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, hébergeant le secrétariat du WOCAT, pour le Programme de reproduction à plus grande échelle des pratiques de gestion durable des terres adoptées par des petits exploitants: collaborer avec les services de vulgarisation agricole pour identifier, évaluer et diffuser ces pratiques, telle qu'elle figure au paragraphe 5.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, hébergeant le secrétariat du WOCAT, pour le Programme de reproduction à plus grande échelle des pratiques de gestion durable des terres adoptées par des petits exploitants: collaborer avec les services de vulgarisation agricole pour identifier, évaluer et diffuser ces pratiques

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'octroyer un don du FIDA de 2 000 000 USD au titre du guichet mondial/régional au Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, hébergeant le secrétariat du WOCAT, pour le Programme de reproduction à plus grande échelle des pratiques de gestion durable des terres adoptées par des petits exploitants: collaborer avec les services de vulgarisation agricole pour identifier, évaluer et diffuser ces pratiques. La proposition de don figure en annexe au présent rapport.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants:
  - i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact;
  - ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.

4. Le programme proposé est conforme au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons. Le programme proposé contribue à la réalisation de l'objectif général du FIDA, qui est de permettre aux populations rurales pauvres d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité de résistance (Cadre stratégique du FIDA 2011-2015) en appuyant des services de vulgarisation agricole destinés à permettre aux petits exploitants d'améliorer leur résilience en adoptant des pratiques de gestion durable des terres. Il répond aux objectifs stratégiques 1 et 2 du Cadre stratégique, à savoir, respectivement, le renforcement des ressources naturelles et des actifs économiques, et un accès renforcé à des services. Le programme proposé répond en outre directement au point 4 du document d'orientation stratégique pour les dons du FIDA 2015, car il favorise le développement en misant sur les liens entre milieu rural et milieu urbain, et renforce la résilience des ménages ruraux pauvres. La proposition est par ailleurs conforme au programme de transformation rurale du FIDA et au positionnement post-2015 pour la promotion de l'investissement dans le secteur rural par la constitution d'actifs propres à aider les économies rurales à devenir non seulement plus productives, mais aussi et surtout plus durables, plus inclusives et plus résilientes. Elle devrait en outre améliorer la connectivité entre espace rural et espace urbain eu égard aux écosystèmes partagés et à la fourniture de services écosystémiques.

## Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de reproduction à plus grande échelle des pratiques de gestion durable des terres adoptées par des petits exploitants: collaborer avec les services de vulgarisation agricole pour identifier, évaluer et diffuser ces pratiques, accordera un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) au Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, pour trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Reproduction à plus grande échelle des pratiques de gestion durable des terres adoptées par des petits exploitants: utiliser les services de vulgarisation agricole pour identifier, évaluer et diffuser ces pratiques

### I. Généralités

1. Les systèmes environnementaux ruraux proches de centres urbains en croissance rapide sont soumis à des pressions déstabilisatrices. Les agriculteurs sont de plus en plus nombreux à adopter des pratiques commerciales, à renforcer l'utilisation d'intrants et à surexploiter les ressources naturelles dans le but d'accroître au maximum la rentabilité à court terme. L'érosion de la base de ressources naturelles qui en résulte, exacerbée par le changement climatique, pose un défi extrême pour la pérennisation des moyens de subsistance en milieu rural.
2. Une stratégie possible pour garantir la durabilité et la résilience de ces systèmes consiste à reproduire à plus grande échelle des pratiques innovantes de gestion durable des terres (GDT) qui soient abordables et rentables pour les petits exploitants désireux d'investir dans leur base de ressources naturelles. En matière de pratiques de GDT, de nombreuses innovations existent, et elles sont souvent le fait de petits exploitants. Toutefois, seul un petit nombre de ces pratiques a été documenté selon une approche standardisée permettant une comparaison entre différentes pratiques existant dans différents contextes. Pour atteindre ses objectifs, la reproduction de ces pratiques à plus grande échelle nécessite l'identification et l'évaluation de solutions de GDT adaptées aux conditions agroécologiques spécifiques, acceptables par la communauté locale et abordables. Les services de vulgarisation agricole, essentiels pour la reproduction à plus grande échelle des pratiques de GDT, sont souvent insuffisants, et ils sont rarement bien informés ou dotés des moyens permettant de promouvoir une agriculture et une gestion des ressources naturelles durables.
3. Le programme vise à renforcer les capacités des services de vulgarisation afin d'identifier, d'évaluer et de documenter en permanence les pratiques de GDT à l'aide des outils et méthodes participatifs de l'Étude mondiale des approches et des technologies de conservation (WOCAT), éprouvés et universellement acceptés. Le but du programme est de créer une base de données nationale sur les approches de GDT, en lien avec la base de données WOCAT mondiale dédiée à ces pratiques, et d'appuyer leur reproduction à l'échelle nationale comme à l'échelle mondiale.

### II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Le programme s'inscrit dans la droite ligne de l'objectif général du FIDA, qui est d'"œuvrer pour que les populations rurales pauvres améliorent leur sécurité alimentaire et leur nutrition, augmentent leurs revenus et renforcent leur capacité de résistance" (Cadre stratégique du FIDA 2011-2015), par le renforcement des capacités des services de vulgarisation agricole dans le but d'accroître l'adoption de pratiques de GDT adaptées et abordables.
5. Le programme répond aux objectifs stratégiques 1 et 2 du Cadre stratégique, à savoir, respectivement, le renforcement des ressources naturelles et des actifs économiques et un accès renforcé à des services. Il répond en outre directement au point 4 du document d'orientation stratégique pour les dons du FIDA 2015, car il favorise le développement en misant sur les liens entre milieu rural et milieu urbain, et renforce la résilience des ménages ruraux pauvres. La proposition est conforme au programme de transformation rurale du FIDA et au positionnement post-2015 pour la promotion de l'investissement dans le secteur rural par la constitution d'actifs propres à aider les économies rurales à devenir non seulement

plus productives, mais aussi et surtout plus durables, plus inclusives et plus résilientes. Elle devrait en outre améliorer la connectivité entre espace rural et espace urbain du fait de l'existence d'écosystèmes partagés et de services écosystémiques.

6. Ce programme est en lien avec des programmes d'investissement du FIDA en cours au Cambodge, en Ouganda et en République démocratique populaire lao qui visent à intégrer des outils et méthodes relatifs aux pratiques de GDT dans des systèmes de vulgarisation. Au Cambodge, le don soutient les activités du Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation (ASPIRE), en République démocratique populaire lao de la composante d'adaptation des petits paysans au changement climatique (CAPPCC) dans le cadre du Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud de la République démocratique populaire lao (FNML), et en Ouganda, du Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord (PRELNOR).

### III. Le programme proposé

7. L'objectif global du programme est de renforcer la résilience des communautés et des petits exploitants face aux chocs climatiques, à la croissance démographique, à l'urbanisation rapide et au développement économique. Les objectifs sont les suivants: i) renforcer les capacités des systèmes de vulgarisation dans le but d'identifier et d'évaluer les pratiques de GDT résilientes face au changement climatique à des fins de reproduction à plus grande échelle axée sur les savoirs; et ii) améliorer les cadres d'action et les dispositifs incitatifs pour rendre possible et améliorer la reproduction à plus grande échelle de pratiques de GDT.
8. Le groupe cible direct du FIDA comprend 450 agents de vulgarisation et agriculteurs chefs de file, qui renforceront leurs connaissances et leurs capacités à identifier, évaluer et documenter les pratiques de GDT et qui diffuseront ces pratiques auprès de 20 000 ménages de petits exploitants. Trente pour cent au moins de ces ménages seront dirigés par des femmes, y compris des femmes appartenant à des minorités ethniques ou à des populations autochtones.
9. Le programme, d'une durée de trois ans, s'articule autour de trois composantes:  
Composante 1. Mise en œuvre d'une base de savoirs sur les pratiques de GDT et d'un système de gestion pour les services de vulgarisation agricole à partir des savoirs existants
10. Les savoirs existants sur les pratiques de GDT dans les systèmes de vulgarisation agricole sont souvent éparpillés et dépourvus de systèmes standardisés/formalisés, ce qui pèse sur la capacité des agents de vulgarisation à sélectionner en connaissance de cause des pratiques de GDT adéquates. Lors de la phase de préévaluation du programme, les systèmes existants de gestion des savoirs seront évalués et les lacunes et besoins de formation identifiés. Les outils et méthodes WOCAT existants seront sélectionnés à partir des besoins spécifiques des pays et adaptés à ces besoins. Ces outils et méthodes comprennent notamment le cadre d'aide à la décision WOCAT-DESIRE (mis au point dans le cadre du projet DESIRE d'Alterra), les questionnaires WOCAT sur les pratiques de GDT (changement climatique, gestion des bassins versants, dégradation des terres, cartographie des pratiques), sa base de données sur les technologies et approches relatives à la GDT, un manuel d'utilisation WOCAT/FIDA sur la production de vidéos pédagogiques sur la GDT et les lignes directrices de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/du WOCAT pour la généralisation et la reproduction à plus grande échelle des pratiques de GDT.

11. Les capacités des agents de vulgarisation publics et privés seront renforcées de sorte qu'ils deviennent aptes à former des formateurs, et ils bénéficieront d'un soutien continu sur le terrain.
12. Une série d'ateliers participatifs sur le terrain permettra de recenser les principaux problèmes relatifs à la dégradation des terres et les solutions possibles en matière de GDT pour des agroécologies spécifiques. Ce processus favorise l'apprentissage mutuel et le partage d'expériences; il permet de parvenir à une compréhension commune des problèmes, des potentiels et des possibilités offertes par les pratiques de GDT; il renforce la coopération entre parties prenantes; et il permet d'identifier les pratiques d'exploitants novateurs ainsi que d'autres programmes nationaux ou internationaux dans ce domaine.
13. Les agents de vulgarisation formés: réaliseront des évaluations approfondies et documenteront les pratiques de GDT locales/régionales résilientes face au changement climatique; constitueront une base de savoirs sur ces pratiques; et décriront et analyseront ces pratiques sous une forme standardisée. Ces informations seront intégrées à la base de données nationale qui sera établie et rattachée à la base de données mondiale du WOCAT. Les pratiques de GDT figurant dans la base de données nationale, ainsi que d'autres pratiques existant ailleurs dans le monde, seront analysées et discutées dans le cadre d'un atelier réunissant des parties prenantes, pour que soient formulés des principes pratiques, adaptés au contexte, pour la mise en œuvre des pratiques de GDT.

Composante 2. Aide à la décision fondée sur le savoir pour l'adoption et la reproduction à plus grande échelle de pratiques de GDT résilientes face au changement climatique

14. Les agents de vulgarisation organiseront des ateliers participatifs à l'intention des parties prenantes, et notamment des exploitants, des décideurs locaux et des experts locaux de la GDT. Ils sélectionneront les pratiques les plus prometteuses, novatrices, résilientes face au changement climatique, et spécifiques aux conditions agroécologiques, à des fins de promotion et d'application sur des sites de démonstration. Les participants définiront les objectifs et les critères de reproduction à plus grande échelle de ces pratiques, à la lumière des possibilités existantes et des blocages entravant la mise en place d'un environnement porteur, notamment concernant les aspects institutionnels, techniques, financiers et commerciaux, ainsi qu'en ce qui concerne les questions des droits fonciers et les facteurs de changement. Les participants pourront noter et classer différentes options relatives aux pratiques de GDT dans la base de données nationale afin d'obtenir un classement final des pratiques à mettre en œuvre sur les sites de démonstration sélectionnés par les participants.
15. Les agents de vulgarisation mettront en place tout un ensemble d'activités de promotion de l'application et de la transposition des pratiques de GDT au travers de structures existantes telles que les fermes-écoles, les agriculteurs chefs de file, les visites d'échange, ainsi que la diffusion des savoirs en la matière par différents canaux de communication. À partir des enquêtes de référence des projets d'investissement du FIDA, et en étroite collaboration avec l'unité de coordination du programme (UCP), des ménages seront sélectionnés pour la démonstration de certaines pratiques de GDT résilientes face au changement climatique.

Composante 3. Amélioration des cadres d'action et des dispositifs d'incitation en vue de la reproduction à plus grande échelle de pratiques de GDT

16. Un groupe national d'experts composé de parties prenantes (ministères concernés, coordonnateurs de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification [UNCCD], organismes de recherche, organisations non-gouvernementales (ONG) et organismes nationaux de vulgarisation) constituera le

cœur du dispositif en tant que groupe consultatif sur les questions stratégiques et techniques. Ce groupe: i) validera les pratiques de GDT sélectionnées pour être reproduites à plus grande échelle, ii) définira les politiques, les stratégies et processus de planification relatifs aux bassins versants, les dispositifs incitatifs et les mécanismes de financement visant l'intégration et la promotion de l'adoption de pratiques de GDT; iii) établira des partenariats avec des institutions nationales et locales, les programmes en cours d'organismes nationaux/internationaux ainsi qu'avec des ONG en vue de la reproduction à plus grande échelle des pratiques de GDT; et iv) formulera des plans d'action pour la reproduction à plus grande échelle de pratiques de GDT résilientes face au changement climatique et pour la planification de campagnes de sensibilisation.

17. Des espaces de concertation seront organisés au niveau national à des fins de partage et de diffusion des savoirs et enseignements tirés en matière de GDT, ainsi que des résultats des enquêtes sur les politiques et les dispositifs incitatifs. Dans le cadre de ces rencontres, les organisations gouvernementales, non gouvernementales et internationales pourront débattre de la reproduction à plus grande échelle de la GDT et convenir de ses mécanismes de financement.
18. Pour promouvoir les politiques de soutien à la GDT au-delà des frontières nationales, les enseignements tirés et les résultats seront partagés avec le Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS), le Forum africain pour les services de conseil agricole (AFAAS) et le Réseau Asie-Pacifique pour des services de conseil agricole (APIRAS), ces deux derniers programmes étant bénéficiaires de dons du FIDA au titre de la prestation de services régionaux de vulgarisation. Les coordonnateurs nationaux de l'UNCCD prendront part aux activités du programme, renforçant ainsi leurs capacités à documenter, évaluer et sélectionner les pratiques de GDT, et donc à mettre en œuvre leurs plans d'action nationaux et à remplir leurs obligations à l'égard de l'UNCCD.
19. À partir des enseignements tirés et des résultats obtenus dans les trois pays bénéficiaires de dons, les partenaires nationaux du programme et le Centre pour le développement et l'environnement (CDE)/secrétariat du WOCAT élaboreront une méthodologie finale pour la reproduction à plus grande échelle de la GDT au travers des services de vulgarisation nationaux. Cette méthodologie sera intégrée aux futurs programmes gouvernementaux de vulgarisation, et elle comportera des options relatives à d'éventuels cadres d'action et dispositifs incitatifs destinés à la généralisation des pratiques de GDT.

#### IV. Produits escomptés

20. On attend de ce programme les produits suivants:

Produit 1. Élaboration d'un système de gestion des savoirs sur la GDT pour renforcer les programmes de vulgarisation grâce à une méthodologie de reproduction à plus grande échelle des pratiques de GDT;

Produit 2. Renforcement des capacités des agents de vulgarisation dans les systèmes de vulgarisation agricole pour l'identification, la documentation et l'évaluation de pratiques de GDT efficaces et résilientes face au changement climatique;

Produit 3. Création d'une base de données nationale sur la GDT à l'appui des services de vulgarisation agricole et de la reproduction à plus grande échelle de la promotion des pratiques de GDT;

Produit 4. Renforcement des outils d'aide à la décision et des voies de diffusion pour aider les petits exploitants à adopter et à reproduire à plus grande échelle les pratiques de GDT résilientes face au changement climatique;

Produit 5. Création d'un forum national de concertation sur la GDT et d'une plateforme pour valider les données recueillies sur le terrain, et pour conduire une



analyse rigoureuse en amont afin de renforcer les cadres d'action et les dispositifs incitatifs pour la reproduction à plus grande échelle des pratiques de GDT; et

Produit 6. Consolidation et synthèse de la méthodologie de reproduction à plus grande échelle des pratiques de GDT destinée aux services de vulgarisation, à partir d'expériences menées dans trois pays pilotes.

## V. Modalités d'exécution

21. Le programme sera mis en œuvre par l'Université de Berne, en Suisse, qui héberge le secrétariat du WOCAT au sein du CDE. Dans chacun des trois pays bénéficiaires, une institution nationale remplira la fonction de partenaire national. Le CDE/secrétariat du WOCAT sera en charge: i) de la coordination générale et de la mise en œuvre; ii) du renforcement des capacités relatives aux outils et méthodes du WOCAT; iii) de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'impacts des pratiques de GDT; et iv) des orientations à fournir aux groupes d'experts nationaux. Il sera aussi responsable de l'établissement de rapports techniques et financiers à l'intention du FIDA. Un coordonnateur du programme au sein du CDE/secrétariat du WOCAT sera directement responsable de la gestion générale et de la coordination des activités réalisées dans le cadre du don et de l'établissement, en temps utile, de rapports financiers et techniques destinés au FIDA.
22. Chaque partenaire national du CDE/secrétariat du WOCAT mettra en œuvre les activités du programme en concertation avec le secrétariat et le personnel de l'UCP en charge des projets d'investissement ASPIRE, SACCC/FNML et PRELNOR. Les partenaires nationaux proposés sont les suivants: le réseau Uganda Landcare Network (ULN) en Ouganda, l'Université royale d'agriculture au Cambodge et l'Institut national de recherche agricole et forestière (NAFRI) en République démocratique populaire lao.
23. Au niveau national, la coordination sera assurée par les unités nationales de coordination du programme (UNCP), qui comprennent: un membre du personnel du partenaire national du CDE/WOCAT – ou Coordonnateur national du programme (CNP) relatif au don; un membre de l'UCP du projet d'investissement du FIDA; et, si nécessaire, un représentant du Ministère de l'agriculture.
24. Chaque UNCP préparera le plan de travail et budget annuel (PTBA) qui sera soumis à l'UCP des projets d'investissement du FIDA et au CDE/secrétariat du WOCAT pour approbation avant sa consolidation finale au sein du PTBA du projet d'investissement du FIDA.
25. Les UNCP garantiront la cohérence entre les résultats et faciliteront la coordination des activités entre les projets d'investissement du FIDA dans les pays et le CDE/secrétariat du WOCAT. Il incombera aux UNCP de garantir la bonne mise en œuvre des activités réalisées dans le cadre du don par le partenaire national et ils seront responsables de l'établissement de rapports mensuels destinés au CDE/secrétariat du WOCAT.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

26. Le coût total du programme s'élève à 2 404 000 USD, dont 2 000 000 USD sont demandés au FIDA. Le CDE/secrétariat du WOCAT cofinancera le programme à hauteur de 404 000 USD.

Tableau 1  
**Coûts du programme par composante et par source de financement**  
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Mise en œuvre d'une base de savoirs sur les pratiques de GDT et d'un système de gestion pour les services de vulgarisation agricole, à partir des savoirs existants	663 000	224 000	887 000
2. Aide à la décision fondée sur le savoir pour l'adoption et la reproduction à plus grande échelle de pratiques de GDT résilientes face au changement climatique	800 000	65 000	865 000
3. Amélioration des cadres d'action et des dispositifs d'incitation en vue de la reproduction à plus grande échelle de pratiques de GDT	377 000	115 000	492 000
Frais généraux	160 000		160 000
<b>Total</b>	<b>2 000 000</b>	<b>404 000</b>	<b>2 404 000</b>

Tableau 2  
**Coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
Traitements et indemnités	240 000	275 000	515 000
Services de consultation	415 000	50 000	465 000
Dépenses de fonctionnement	60 000		60 000
Biens, services et intrants	300 000	50 000	350 000
Équipement et matériaux – GDT	320 000		320 000
Ateliers	220 000		220 000
Formation	185 000	29 000	214 000
Frais de voyage et indemnités	100 000		100 000
Frais généraux et commissions de gestion	160 000		160 000
<b>Total</b>	<b>2 000 000</b>	<b>404 000</b>	<b>2 404 000</b>

## Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)

	<b>Objectives-hierarchy</b>	<b>Objectively verifiable indicators</b>	<b>Means of verification</b>	<b>Assumptions</b>
<b>Goal</b>	to enhance the resilience of communities and their smallholder farmers to climate change shocks as well as pressures exerted by population growth, rapid urbanisation, and economic expansion	- 20,000 households with improved access to climate-resilient SLM (minimum 30% female headed-households)	- Impact study report - IFAD investment project reports - Ministry of Agriculture reports	- Governments continued interest in promoting SLM scaling up
<b>Objectives</b>	1) to build the capacity of agricultural extension systems in the pilot countries to identify and assess climate-resilient SLM practices for knowledge-based scaling up of SLM 2) to enhance the necessary policy and incentive frameworks in the pilot countries to enable and enhance scaling up of SLM	- 300 extension workers actively using tools and methods  - SLM strategies and action plans developed by institutions at local and national level	- Agricultural extension KM system incl. nat. SLM database - Impact study report - Institutional documents	- Political stability in three project countries - Agricultural extension services continue to operate and support rural development
<b>Outputs and Activities</b>	<p><u>Output 1: SLM KM system elaborated for strengthening extension curricula with SLM scale up methodology</u> <i>Act. 1.1: Appraisal phase</i> <i>Act. 1.2: Tailoring of WOCAT tools and methods</i></p> <p><u>Output 2: Capacities enhanced of extension workers in agricultural extension systems for the identification, documentation and assessment of effective, climate-resilient SLM practices</u> <i>Act. 2.1: ToTs for extension workers</i> <i>Act. 2.2: Stakeholder workshops on definition of LD and SLM solutions</i> <i>Act. 2.3: Documentation of SLM practices, entry in nat. database</i> <i>Act. 2.4: Workshop on principles for SLM implementation</i> <i>Act. 2.5: Creation of knowledge products</i></p> <p><u>Output 3: National SLM database established in support of agricultural extension service systems and for wider promotion of SLM</u> <i>Act. 3.1: Establishment of nat. SLM database</i></p> <p><u>Output 4: DS tools and dissemination pathways strengthened to support smallholder farmers with adoption and scale up of climate-resilient SLM practices</u> <i>Act. 4.1: Stakeholder workshops for selection of SLM practices</i> <i>Act. 4.2: SLM promotion, implementation, monitoring and assessment</i></p> <p><u>Output 5: National SLM policy dialogue forum and platform for validating evidence from the field, and conducting rigorous upstream analysis for enhancing policy and incentive frameworks for scaling up SLM established</u> <i>Act. 5.1: Nat. expert group validates practices, carries out desk study &amp; survey, establishes partnerships, develops action plan for scaling up</i> <i>Act. 5.2: National policy dialogue fora and workshops</i> <i>Act. 5.3: Methodology shared with AFAAS, APIRAS, GFRAS</i></p> <p><u>Output 6: Consolidation and synthesis of SLM scale up methodology for extension services based on experiences from three pilot countries</u> <i>Act. 6.1: Formulation of final SLM scaling up methodology</i></p>	<p>- WOCAT tools and methods tailored to country and extension context and needs</p> <p>- 450 extension workers and lead farmers trained - At least 60 SLM practices documented and entered into national SLM database</p> <p>- 3 national SLM databases established and functioning</p> <p>- At least 60 trained extension workers conducted stakeholder workshops - At least 30 SLM demonstration plots set up and promotion activities implemented - At least 600 households directly supported in scaling up climate-resilient SLM practices through access to SLM knowledge and DS<sup>1</sup></p> <p>- Nat. expert group set up and functioning - Desk study &amp; survey on policy frameworks and incentive structures, policy dialogue fora, national workshops implemented</p> <p>- SLM scale up methodology formulated</p>	<p>- AWPB for 3 countries for year 1 - WOCAT tools and methods</p> <p>- Training reports - National SLM database - Stakeholder workshops conducted by trained extension workers - knowledge products produced and applied in different events</p> <p>- national SLM databases</p> <p>- Workshop reports - Progress reports - Photo reports</p> <p>- Minutes of Meetings - National expert group reports - desk study and survey report - Workshop reports</p> <p>- SLM scale up methodology document</p>	<p>- Agricultural extension systems are in place and willing to cooperate</p> <p>- Suitable, innovative, climate-resilient SLM practices are available - Extension workers have the need and willingness to enhance their capacities</p> <p>- IT capacities available</p> <p>- All areas accessible for field workshops and implementation - Farmers and local-level decision-makers have capacity and willingness to participate in workshops - Households have capacity and willingness to implement climate-resilient SLM practices</p> <p>- National expert group members have capacity to carry out planned tasks - Policy makers and government institutions are willing to participate in nat. SLM dialogue and promote SLM</p>

<sup>1</sup> These households are a sub-set of the IFAD investment project target beneficiaries.